

Séance ordinaire du mardi 17 décembre 2024

L'an deux-mille-vingt-quatre et le dix sept décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

**Grands travaux,
embellissement de la ville et
du cadre de vie,
coordination des travaux**

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Serge MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Alban ZANCHIELLO.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Laurent NISON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Annie YAGUE ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Flora LABOURIER, Joëlle URBANI

Implantation et exploitation de mobiliers urbains d'affichage accessoirement publicitaires - Concession de service - Convention de groupement de commande entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier doivent lancer une procédure de mise en concurrence en vue de confier une concession de service pour l'implantation et l'exploitation de mobiliers urbains d'affichage accessoirement publicitaires, en application de leurs compétences respectives. Ces mobiliers ont pour vocation à remplacer, à partir du 26 novembre 2025, le parc actuel de mobiliers urbains d'information de la Ville de Montpellier, et à partir du 9 juillet 2028, celui implanté par le Département de l'Hérault sur les anciennes voies départementales pour la Métropole.

Dans un objectif de coordination et de groupement des achats, afin de rationaliser la répartition des supports de communication institutionnels entre les deux collectivités et d'optimiser les recettes attendues en proposant aux futurs candidats un parc de mobiliers à l'échelle du territoire, il a été décidé d'avoir recours à la mutualisation des procédures de passation de ces concessions par le biais d'une convention constitutive d'un groupement de commandes temporaire.

La concession portera sur l'installation, l'entretien, la maintenance et l'exploitation commerciale de mobiliers urbains d'affichage accessoirement publicitaires pour une durée de 17 ans.

La convention organise la définition et les modalités de fonctionnement du groupement de commandes ainsi constitué et désigne la Ville de Montpellier comme coordonnateur. Toutefois, chaque entité percevra les recettes qui lui sont dues correspondant au parc effectivement implanté en respectant la répartition des mobiliers affectés à chaque membre.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, en vue de passer des concessions relatives au mobilier urbain d'affichage accessoirement publicitaire ;
- De dire que les crédits seront inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 6 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24 décembre 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 décembre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Conv GC Ville 3M Mobilier urbain affichage 2025 decembre 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241217-286875-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 26/12/24
Réception en Préfecture : 26/12/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.



**Convention de groupement de commandes entre
Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de
Montpellier**

**Concession de service pour l'implantation et l'exploitation
de mobiliers urbains d'affichage accessoirement
publicitaires**

Entre

La Ville de Montpellier, représentée par Monsieur Michaël DELAFOSSE agissant en vertu de la délibération du Conseil Municipal en date du ;

Et

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par Monsieur Frédéric LAFFORGUE, agissant en vertu de la décision en date du ;

Il est convenu ce qui suit :

Preamble

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier doivent lancer une procédure de mise en concurrence en vue de confier une concession de service pour l'implantation et l'exploitation de mobiliers urbains d'affichage accessoirement publicitaires, en application de leurs compétences respectives.

Ces mobiliers ont pour vocation à remplacer à partir du 26 novembre 2025 le parc actuel de mobiliers urbains d'information de la Ville de Montpellier et à partir du 9 juillet 2028 celui implanté par le Département de l'Hérault sur les anciennes voies départementales.

Dans un objectif de coordination et de groupement des achats, afin de rationaliser la répartition des supports de communication institutionnels entre les deux collectivités et d'optimiser les recettes attendues en proposant aux futurs candidats un parc de mobiliers à l'échelle de notre territoire, il a été décidé d'avoir recours à la mutualisation des procédures de passation de ces concessions par le biais de la présente convention constitutive d'un groupement de commandes temporaire.

Article I. Objet de la convention constitutive du groupement de commandes

En application du Code de la Commande Publique et plus précisément de ses articles L. 3112-1 et L. 3112-2, la présente convention a pour objet la constitution d'un groupement de commandes, en vue de la passation d'une concession de service pour l'implantation et l'exploitation de mobiliers urbains d'affichage (à caractère général ou local) accessoirement publicitaires.

L'ensemble du territoire métropolitain est concerné, les mobiliers seront implantés exclusivement sur le domaine public (Ville de Montpellier ou Montpellier Méditerranée Métropole) pour diffuser des informations à caractère général ou local.

Les mobiliers supportant à titre accessoire de la publicité ne pourront être envisagés hors agglomération.

La concession portera sur l'installation, l'entretien, la maintenance et l'exploitation commerciale de mobiliers urbains d'affichage accessoirement publicitaires pour une durée de 17 ans.

La présente convention organise la définition et les modalités de fonctionnement du groupement de commandes ainsi constitué.

Article II. Définition des besoins et engagement des membres

Une fois la procédure de passation lancée, le suivi de la concession sera assuré par la Ville de Montpellier en tant que coordonnateur du présent groupement

Article III. Fonctionnement du groupement

Article III.1 Désignation et missions du coordonnateur du groupement

La ville de Montpellier est désignée par l'ensemble des membres du groupement en qualité de coordonnateur du groupement.

Conformément à l'article L3112-2 du Code de la Commande Publique, le coordonnateur assurera toute la procédure de préparation et de passation de la concession au nom et pour le compte des membres du groupement. Il assurera aussi l'exécution de la concession pour les deux membres du groupement.

En conséquence, relèvent du coordonnateur les missions suivantes :

- Recenser et définir les besoins en associant les autres membres du groupement
- Choix de la procédure
- Préparer la procédure de passation et élaborer les documents de la consultation et les documents contractuels (avis de concession, règlement de consultation, projet de contrat, pièces financières, etc...)
- Procéder aux formalités de publicité et de procédure
- Organiser, convoquer et gérer la Commission des concessions
- Attribuer, signer le contrat de concession et le notifier à l'entreprise retenue

Après la notification, la Ville de Montpellier assurera pour le compte du groupement compte l'exécution de la concession. Toutefois, chaque entité percevra les recettes qui lui sont dues correspondant au parc effectivement implanté en respectant la répartition des mobiliers affectés à chaque membre (63% pour la Ville et 37% pour la Métropole).

Article III.2 Obligations des membres du groupement

Les obligations des membres du groupement sont les suivantes :

- En amont de la procédure de passation du marché, communiquer au coordonnateur une évaluation précise de la nature et de l'étendue de leur besoin, dans le délai imparti par le coordonnateur.
- Respecter le choix du (des) titulaires(s) du (des) marché(s) correspondant à ses besoins propres tels que déterminés dans son état des besoins.
- S'engager à signaler au coordonnateur tout problème survenant dans l'exécution du marché et à lui communiquer toute information ou pièce relative aux litiges et contentieux formés au titre de l'exécution des marchés, que cette exécution soit à la charge du coordonnateur où de chacun des membres pour la part qui les concerne.

Article III.3 Commission des concessions du groupement

Sur le fondement de l'article L 1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, la commission des concessions de ville de Montpellier est reconnue compétente pour procéder à l'analyse des dossiers de candidature, dresser la liste des candidats admis à présenter une offre et donner un avis sur les offres initiales.

Article III.4 Adhésion au groupement de commandes

Chaque membre adhère au groupement de commandes par signature de la présente convention, en y étant dûment habilité par délibération de son instance délibérante ou décision. Une copie de l'acte habilitant sera notifiée au coordonnateur du groupement de commandes.

L'adhésion d'un nouveau membre au groupement de commandes est possible à tout moment. Toutefois, au regard de l'obligation de définir précisément la nature et l'étendue des besoins préalablement à la passation du contrat de concession, le coordonnateur se réserve la possibilité de ne pas l'inclure pour la concession qui serait éventuellement en cours de passation ou d'exécution.

Chaque membre s'engage, quelle que soit la composition du groupement concerné par la présente convention.

Seules les autres communes de la Métropole et le CCAS pourront s'ajouter, sans avoir été prévus dans la présente convention, à la composition du présent groupement.

Le coordonnateur devra être averti de l'adhésion d'un nouveau membre dans les meilleurs délais, par mail avec accusé réception, à l'adresse suivante : Pôle PEPS 50, place Zeus CS 39556, 34961 MONTPELLIER CEDEX 2.

Article III.5 Retrait du groupement de commandes

Chaque membre du groupement conserve la faculté de se retirer du groupement avant la publication de l'avis d'appel public à la concurrence, et ce par un simple courrier signé par un représentant habilité de ce membre et notifié au coordonnateur.

Si le retrait intervient en cours de passation ou d'exécution du contrat, il ne prend effet qu'à la fin de la période d'exécution dudit contrat.

Le retrait d'un membre du groupement ne rend pas caduque la présente convention, sauf convention bipartite.

En cas de retrait du coordonnateur ou dans toute autre hypothèse où le coordonnateur ne serait plus en mesure d'assurer son rôle, une convention modificative pourra intervenir afin de permettre au(x) membre(s) restant(s) de désigner un nouveau coordonnateur. La Commission prévue à l'article L. 1411-5 DU CGCT sera celle du nouveau coordonnateur.

Si cette sortie entraîne des modifications sur le fonctionnement du groupement, elles sont prises en compte dans un avenant à la convention.

Article III.6 Dispositions financières

La mission du coordonnateur ne donne pas lieu à rémunération ni indemnisation.

Les frais de publicité, de procédure et les autres frais occasionnés pour la gestion de la procédure incomberont au coordonnateur désigné, soit en l'espèce la ville de Montpellier.

Article IV. Durée de la convention constitutive du groupement

La convention prend effet à compter de sa signature par tous les membres du groupement jusqu'à l'expiration de la concession

Article V. Modifications de la présente convention

Les éventuelles modifications de la convention constitutive du groupement de commandes, bénéficiant de l'accord des membres du groupement, prennent la forme d'un avenant et doivent être approuvées dans les mêmes termes par les membres du groupement.

Article VI. Résiliation de la présente convention

La présente convention de groupement pourra être résiliée par délibérations ou décisions concordantes des instances délibérantes ou décisionnelles de l'ensemble de ses membres.

Cette résiliation sera sans effet sur le contrat notifié au nom du groupement, dont l'exécution perdurera conformément à ses dispositions particulières.

Article VII. Litiges

Le coordonnateur peut agir en justice au nom et pour le compte des membres du groupement pour les procédures dont il a la charge. Il informe et consulte les membres du groupement sur sa démarche et son évolution.

La passation et l'exécution de la concession sont menées conjointement dans leur intégralité au nom et pour le compte de toutes les autorités concédantes concernées, celles-ci sont solidairement responsables de l'exécution des obligations qui leur incombent ;

Ainsi :

- les éventuels frais liés aux procédures précontentieuses et contentieuses relatives à l'exécution du contrat, seront pris en charge par chacun des membres, pour les contentieux et précontentieux qui leur seraient propres.
- en cas de contentieux commun, les frais de procédure seront répartis entre les membres à hauteur de leurs besoins respectifs, le coordonnateur effectuant l'appel de fonds correspondant auprès de chaque membre par émission d'un titre de recette.
- en cas de condamnation du coordonnateur au versement de dommages et intérêts par une décision devenue définitive, et hormis le cas où une faute avérée dans le cadre de l'exécution du contrat de concession serait imputable à un seul des membres du groupement qui serait identifié, le coordonnateur divise la charge financière par le nombre de membres concernés par la consultation ou le marché litigieux. Pour ce faire un titre de recettes sera émis par le coordonnateur.

Dans le cas d'une réclamation, d'un différend ou d'une controverse pouvant naître de la présente convention ou d'événements non prévus, chacune des parties accepte que tout litige soit réglé par voie amiable. Au cas où aucun accord ne pourrait être trouvé, le litige sera porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier,

Monsieur Michaël DELAFOSSE

Fait à Montpellier, le

Pour Montpellier Méditerranée
Métropole,

Monsieur Frédéric LAFFORGUE

Maire de Montpellier

Vice-Président Délégué de la
Métropole